



**Henri de GASTINES**

né le 6 juillet 1929

Agriculteur à Vimarcé  
Député de la Mayenne  
Conseiller Général  
de Cossé-le-Vivien  
Maire de Craon

REPUBLIQUE FRANÇAISE

## DÉPARTEMENT DE LA MAYENNE

2<sup>me</sup> circonscription

# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 5 JUIN 1988

(Bureaux de vote ouverts de 8 heures à 18 heures)

## CANDIDATS DU R.P.R. & DE L'UNION POUR LE RASSEMBLEMENT & LE CENTRE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,



**Norbert BOUVET**

né le 15 mars 1949

Agriculteur  
Adjoint au Maire  
de Villiers-Charlemagne  
Conseiller Général  
de Grez-en-Bouère

L'un des arguments le plus utilisé par Monsieur MITTERAND lors de sa campagne électorale a été de proclamer sa volonté de "rassembler" et son intention de la concrétiser par "l'ouverture"

Cependant, sa première décision va exactement en sens inverse et consiste d'abord à nommer aux postes clés les militants socialistes les plus sectaires, puis à dissoudre l'Assemblée Nationale sans autre forme de procès.

En bon français, cela s'appelle une escroquerie et tous les électeurs, toutes les électrices qui, de bonne foi, ont donné ainsi leur voix en croyant aider à une oeuvre de réconciliation nationale, ne peuvent que ressentir avec amertume d'avoir été dupés avec autant de cynisme.

L'on voit clairement aujourd'hui qu'il s'agissait d'une entreprise de tromperie à l'échelle nationale d'une ampleur rarement égalée, mais maintenant le mal est fait et si les scrutins des 5 et 12 juin allaient dans le même sens, nous pouvons être assurés que le même sort serait fait à tous les engagements patelins dont nous avons chaque jour notre ration.

Qu'il s'agisse de l'enseignement libre dont les adversaires les plus déterminés - LAIGNEL - POPEREN - JOSPIN - ont aussitôt été nommés Ministres.

Qu'il s'agisse de la politique économique et financière qui est confiée aux mêmes ministres, BEREGOVY à leur tête, qui nous ont administré la preuve de leur incompétence de 1981 à 1986 et ont abouti à la situation la plus désastreuse que la France ait connue depuis 1958, quand il fallut rappeler le Général de Gaulle pour réparer l'incurie des socialistes de l'époque.

Qu'il s'agisse du secteur agricole où l'actuel Premier Ministre, Monsieur ROCARD lui-même, s'est fait le champion d'une politique sans nuances de "quotas" et de limitation de production, qui a ébranlé gravement tout le secteur de l'élevage, au point de faire douter beaucoup d'agriculteurs de l'avenir de leur profession.

L'application des mêmes doctrines, mijotées par les mêmes hommes animés par la même idéologie, ne peut que produire les mêmes effets, les recettes socialistes de 1981 ont été aussi perverses que celles d'avant 1958, celles de 1988 seraient aussi néfastes que les précédentes.

La seule différence avec 1981-1986 serait sans doute, qu'instruit par l'expérience que "l'Etat de grâce" est court, pendant lequel l'on peut faire adopter les mesures les plus extravagantes, un Gouvernement socialiste ne manquerait pas de mettre les bouchées doubles pendant la période des vacances pour mieux nous mettre devant le fait accompli ensuite.

Pour apprécier l'instant présent, réfléchissons quelques minutes, de bonne foi, à ce que le Gouvernement de Jacques CHIRAC a fait en deux courtes années.

S'agissant de l'agriculture, c'est à l'évidence le secteur où les résultats sont les moins bons, car il a fallu d'une part, compter avec nos partenaires européens qui se cramponnent bien entendu aux accords antérieurs lorsqu'ils leur sont favorables et d'autre part, parce que les problèmes agro-alimentaires à l'échelle mondiale, font quasi toujours l'objet de contrats à long terme, voir à très long terme, dont la renégociation n'a pas pu produire tous les attendus.

Cependant si, pour les "quotas laitiers", l'accord donné par Monsieur ROCARD nous engageant pour 5 années, les négociations n'ont pas pu porter sur l'essentiel, par contre la suppression de la quasi totalité des "montants compensatoires", obtenue par Jacques CHIRAC à BRUXELLES, a porté ses fruits et permis un redressement des cours de la viande d'environ 10 %.



En Mayenne, terre de bocage et d'élevage, et donc d'exploitations familiales, demeurons attentifs dans le domaine des structures à ne pas nous scléroser dans les excès d'un conservatisme excessif, mais non plus à glisser vers un pseudo-gigantisme qui fait de l'exploitant un esclave de son travail, sans qu'il soit plus riche pour autant, et conduit tout droit à la désertification.

Dans le domaine économique et en particulier s'agissant du redressement des entreprises, les résultats sont spectaculaires :

- Pour la première fois depuis 14 ans, la production intérieure a dépassé une progression de 4 %.
- L'investissement productif est à plus 5,4 % en 1987.
- Le logement connaît une progression de 5,5 % en 1987 (avec 318.000 logements) et de 17 % pour les premiers mois de 1988.
- La production automobile a atteint un niveau jamais connu à ce jour avec 538.478 Immatriculations au premier trimestre 1988, soit plus 8,7 %.
- la dénationalisation de plusieurs grands groupes industriels a permis à ceux-ci de retrouver le chemin de l'équilibre et le produit de leur vente de rembourser presque les trois-quarts de notre dette extérieure, ramenant celle-ci de 153 milliards au 31 décembre 1985 à 41 milliards au 31 décembre 1987.

C'est l'un des secrets du redémarrage de notre économie, car les sommes énormes que représentait le paiement des intérêts de nos dettes à l'étranger ont pu être consacrées aux actions de restructuration industrielle, au financement de l'effort social, à celui de la formation professionnelle et des programmes de réinsertion.

- L'indice de croissance pour 1987 est de 2,1 % et nous dépassons ainsi les Allemands (1,7 %), ce qui était considéré comme un objectif parfaitement inaccessible pour les Français !...

L'emploi, celui des jeunes en particulier. Alors que chaque année depuis plus de 10 ans, le nombre des chômeurs augmentait, pour la première fois l'an dernier il s'est stabilisé, et s'agissant des jeunes, les multiples formules qui ont été imaginées font qu'au mois d'avril 1988, il y avait 117 000 jeunes chômeurs de moins qu'au mois de mars 1986.

Certes, les formules SIVP - TUC - STAGES JEUNES - etc, ne sont pas des panacées et je suis le premier à en convenir, mais il faut quand même savoir qu'en Mayenne, plus de 40 % des jeunes qui ont fait des stages de cette nature ont ensuite trouvé un emploi, essentiellement parce qu'ils avaient ainsi pu acquérir un complément de formation et une première expérience professionnelle.

La formation des jeunes est à l'évidence, à repenser pour l'essentiel et à orienter vers la préparation à une véritable Vie Professionnelle, il faut accepter de voir que les études uniquement théoriques sont rejetées par une proportion importante de jeunes et en tenir compte.

La Précarité persiste dans de trop nombreux cas, même si les dispositifs tels le "plan ZELLER", commencent à porter des fruits, ma conviction est qu'il faut généraliser, comme mesures nationales, les systèmes proposés par Jacques CHIRAC et déjà mis en place à AVIGNON, qui consistent à compléter les moyens d'existence jusqu'à un niveau minimum, en contrepartie de l'acceptation d'un recyclage professionnel réel et d'une volonté de réinsertion.

En mars 1986, la France descendait une à une les marches de l'escalier du déclin et une grande majorité de Françaises et de Français étaient angoissés, ils l'ont manifesté en votant, souvent à l'inverse de leurs habitudes politiques antérieures, pour le retour à une politique de saine gestion.

C'est Jacques CHIRAC qui a eu à mettre celle-ci en oeuvre, il l'a fait avec une équipe de jeunes Ministres, recrutés en dehors des critères traditionnels, et nul ne conteste les résultats, inespérés à l'époque, qui ont été obtenus en si peu de temps.

Mais, en économie comme en politique, il n'y a pas de miracle, l'année 1986 n'a pas été de trop pour mettre en place une législation cohérente et ce n'est qu'en 1987 que celle-ci a commencé à porter vraiment ses effets.

Aujourd'hui, alors que les résultats sont au rendez-vous, je m'adresse plus particulièrement aux jeunes et à ceux qui en 1986 sont venus se joindre aux modérés, créant ainsi spontanément la vraie dynamique "d'Union" "d'Ouverture" et de "Rassemblement" qui a permis à la France de remonter la pente, et je leur demande de poursuivre dans cette voie sans relâcher nos efforts, car le succès, c'est-à-dire le travail et la solidarité sociale, notamment vis à vis des retraités, des jeunes et des demandeurs d'emploi, ne peut être espéré que dans la continuité de l'action menée depuis deux ans.

C'est dans cette perspective, si vous nous renouvez votre confiance, que nous soutiendrons les propositions qui iront dans le sens de l'intérêt général, que nous continuerons ensemble à travailler pour la France, pour notre Département de la Mayenne, pour la Circonscription de Château-Gontier et que nous serons au service de chacune et de chacun de vous.

Henri de GASTINES

Norbert BOUVET